



Revue de Presse du Liban et du Moyen-Orient

# Médiarama

Vendredi 26 avril 2013  
Numéro 326

Mediaramaliban@gmail.com

www.mediaramalb.wordpress.com

---

## Titres des journaux

---

As Safir (nationaliste arabe)

*"Un message volant" s'abat près de Haïfa*

An Nahar (proche du 14-Mars)

*Washington met toutes les options sur la table après une "utilisation limitée" du chimique en Syrie*

Al Akhbar (quotidien libanais de gauche)

*Le drone de Haïfa: un message de dissuasion inconnu*

Al Joumhouria (propriété d'Elias Murr)

*Salam: je n'attendrai pas un mois*

L'Orient-Le Jour (proche du 14-Mars)

*Au Nord comme au Sud, le Hezbollah joue de nouveau avec le feu*

Al Moustaqbal (propriété de Saad Hariri)

*Sleiman au Moustaqbal: un gouvernement sans candidats et une rotation des portefeuilles*

Al Balad (quotidien libanais indépendant)

*Le drone détourne les regards de l'impasse gouvernementale*

Al Hayat (quotidien à capitaux saoudiens)

*Washington: Assad a utilisé des armes chimiques... et nous préparons des plans d'urgence*

---

## L'événement

### *Confusion en Israël après le survol du "drone inconnu"*

Une grande confusion règne en Israël après le survol par un drone inconnu de la baie stratégique de Haïfa, avant d'être abattu par un missile. Les dirigeants israéliens ont été d'autant plus troublés que le Hezbollah a démenti, dans un communiqué, être à l'origine de l'envoi de cet appareil, qui volait dans les cieux de Haïfa en même temps que le Premier ministre. L'hélicoptère qui transportait Benjamin Netanyahu a dû se poser en urgence le temps que la "menace" disparaisse.

Israël a annoncé que l'avion sans pilote a été repéré alors qu'il approchait de la côte israélienne a été intercepté à 8 kilomètres au large de Haïfa. L'appareil a volé pendant huit minutes avant d'être abattu, et les autorités israéliennes estiment qu'il est possible que le drone ait été envoyé pour espionner les puits de gaz à Tamar.

Les dirigeants israéliens ont immédiatement accusé le Hezbollah d'avoir envoyé cet avion espion. «C'est une nouvelle tentative du Hezbollah de faire pénétrer un avion sans pilote en Israël», a déclaré à la radio militaire le vice-ministre israélien de la Défense, Danny Danon. «Nous sommes prêts et nous agissons en conséquence. Il y aura une réaction israélienne. Le Hezbollah sait qu'il ne faut pas nous provoquer», a assuré le ministre israélien.

Benjamin Netanyahu a été plus laconique. «Je considère avec une extrême gravité cette tentative de violer notre frontière. Nous continuerons à faire tout le nécessaire pour protéger la sécurité des citoyens israéliens», a-t-il réagi dans un bref communiqué.

C'est la seconde fois en sept mois qu'un avion sans pilote est intercepté dans l'espace aérien israélien. En octobre 2012, le Hezbollah avait revendiqué l'opération et le secrétaire général du parti, Hassan Nasrallah, avait expliqué lors d'une conférence de presse les détails de l'opération "Ayyoub" (le nom donné au drone), qui avait survolé Israël pendant des heures avant d'être intercepté non loin du réacteur nucléaire de Dimona, dans le désert du Néguev.

Mais cette fois-ci, le Hezbollah a affirmé qu'il n'avait envoyé aucun drone, laissant perplexes les dirigeants israéliens qui s'interrogent sur l'identité des responsables de cette importante brèche dans le système de défense anti-aérienne du pays.

Selon le site du quotidien Haaretz et selon les estimations de l'armée israélienne, le Hezbollah disposerait d'une dizaine de drones. Le chef d'état-major israélien, le général Benny Gantz, avait pour sa part affirmé le mois dernier que le Hezbollah avait «un nombre significatif d'avions sans pilote» et évoqué la possibilité que le mouvement parti tente une nouvelle infiltration dans l'espace aérien israélien.

Dans ce même cadre, l'Armée libanaise a annoncé que huit avions israéliens ont violé l'espace aérien du Liban jeudi à 10h15, survolant Kfarkila et d'autres régions libanaises avant de se diriger vers les territoires occupés. "Trois autres avions de reconnaissance sont également entrés dans le ciel libanais, survolant Chouf, Békaa-Ouest, Riyak, Baalback, Sud et Hermel et l'ont quitté en direction des territoires occupés", selon la même source.

## As Safir

*Gracia Bitar, journaliste libanaise proche de Michel Aoun*

Le vice-ministre russe des Affaires étrangères et envoyé spécial du président Vladimir Poutine, Mikhaël Bogdanov, a rencontré à sa demande des personnalités libanaises grecque-orthodoxes, dans une grande salle de l'hôtel Phoenicia à Beyrouth. La rencontre a été organisée par l'ambassadeur de Russie, Alexander Zasypkine.

Dans son allocution, M. Bogdanov a affirmé que la Russie ne veut plus pratiquer «la politique des valises et des ambassades, elle souhaite se rendre sur le terrain pour recueillir, de près, l'avis des Libanais.» Il a rappelé, à cette occasion, l'existence au ministère des Affaires étrangères d'un département chargé de renforcer les liens entre le pays des tsars et les orthodoxes du Moyen-Orient.

La rencontre entre le diplomate russe et des figures de la société civile libanaise est porteuse de plusieurs messages, le plus important étant que la Russie n'épargnera pas ce biais pour dire au monde qu'elle est de retour au Moyen-Orient par une grande porte qui a mis un terme à l'unilatéralisme (américain, ndlr.)

M. Bogdanov a exprimé les craintes de Moscou vis-à-vis de moments difficiles que traversent les orthodoxes au Moyen-Orient. Dans ce contexte, il a qualifié de «grave crime» l'enlèvement des deux évêques orthodoxes en Syrie, soulignant que cette affaire suscite l'inquiétude «du gouvernement et du peuple russe». «Nous déploierons tous les efforts possibles pour obtenir leur libération et pour régler la crise en Syrie», a-t-il dit.

M. Bogdanov a également rencontré le chef du parti Kataëb, Amine Gemayel, avec qui il a procédé à un tour d'horizon des derniers développements au Liban et dans la région. Un communiqué publié par le parti Kataëb indique que la discussion a porté sur «les moyens d'éviter tout débordement de la crise syrienne sur le Liban».

La question des déplacés syriens a été au cœur de la rencontre, surtout que le Liban est dans l'incapacité de leur assurer leurs besoins; M. Gemayel a souhaité qu'une conférence internationale soit tenue à Beyrouth, à cet égard, dans les délais les plus brefs. Il a en outre appelé la Russie et les Nations unies à «agir» pour protéger les chrétiens de la région, lesquels sont persécutés et poussés à quitter leurs terres. Il a demandé à Moscou de «se servir de ses relations pour la libération des deux évêques», enlevés à Alep.

Pour sa part, M. Bogdanov a indiqué que la Russie était consciente que les chrétiens de la région vivaient dans des conditions difficiles.

M. Bogdanov a ajouté qu'aucune rencontre n'était prévue avec le secrétaire général du Hezbollah, Sayyed Hassan Nasrallah. «Mais des entretiens avec des députés des différentes parties politiques sont au programme de ma visite», a-t-il noté.

Refusant toute ingérence étrangère dans les affaires libanaises internes, le vice-ministre russe a exhorté les Libanais à recourir au dialogue, avant de réitérer le soutien de la Russie à l'indépendance et à la souveraineté du Liban.

Il a enfin rappelé que la Russie avait proposé la tenue d'une conférence sur les déplacés syriens à Moscou. «Nous sommes prêts à déployer tous les efforts nécessaires à cet égard», a-t-il conclu.

## Al Liwaa (Quotidien libanais proche du 14-Mars)

Des sources bien informées ont indiqué que le Courant du futur, le Hezbollah, le Mouvement Amal, le bloc de Walid Joumblatt et le parti Kataëb ne voient pas d'objections à la prorogation du mandat du Parlement pour une période d'un an au moins, alors que le général Michel Aoun et les Forces libanaises s'opposent à une prolongation dépassant les quelques mois.

Ces sources ajoutent que le refus du général Aoun de prolonger le mandat de la Chambre est dû à des sondages effectués par son parti politique et qui montrent que les résultats des élections seraient dans l'intérêt du Courant patriotique libre, et bien meilleurs que ceux qu'il a obtenu lors des précédentes législatives.

## ILS ONT DIT...

**Boulos Sayyah**, évêque maronite

«**Au nom de tous les** patriarches catholiques et orthodoxes de l'Orient, j'appelle à la libération des deux évêques enlevés en Syrie. Il s'agit de deux hommes de paix qui se trouvaient en mission humanitaire.

**Walid Joumblatt**, chef du Parti socialiste progressiste

«**J'appelle toutes les parties à** préserver la stabilité et à faciliter la formation d'un gouvernement qui regrouperait tous les groupes politiques. Nous réclamons un consensus sur une nouvelle loi électorale.

**Boutros Harb**, député de Batroun (14-Mars)

«**La formation du cabinet** serait facile, vu les résultats des concertations effectuées par le Premier ministre désigné. Mais certains ont posé des conditions, notamment le député Michel Aoun, qui tient à des portefeuilles bien précis. Nous craignons un complot visant à provoquer le vide au sein des institutions constitutionnelles en l'absence de toute garantie donnée au dialogue politique pacifique.

**David Cameron**, Premier britannique

«**Il s'agit de preuves limitées**, mais nous avons eu, nous aussi, des preuves croissantes de l'utilisation d'armes chimiques, probablement par le régime. C'est extrêmement grave, c'est un crime de guerre.

### **Les partis libanais pour la libération d'Abdallah**

*Le quotidien indépendant Al-Balad rapporte que la Rencontre des partis et forces politiques nationaux libanais a tenu sa réunion périodique durant laquelle les participants ont discuté des développements sur le plan local et arabe ainsi que de l'affaire Georges Ibrahim Abdallah. La réunion a eu lieu en présence de Joseph Abdallah, frère du détenu, et de Bassam Al-Kintar, du «Collectif international pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah». A la fin de la réunion, le coordinateur de la rencontre, Mahmoud Komati, vice-président du bureau politique du Hezbollah, a affirmé que «le train de la libération de Georges Ibrahim Abdallah ne s'arrêtera pas avant son retour sain et sauf au Liban».*

### **Le PSP veut invalider le gel des délais électoraux**

*Le Parti socialiste progressiste (PSP) de Walid Joumblatt a présenté vendredi un recours en invalidation devant le Conseil constitutionnel d'une loi votée par le Parlement suspendant jusqu'au 19 mai tous les délais constitutionnels prévus par la loi électorale de 1960.*

### **Sit-in des familles des otages en Syrie**

*Les familles des otages libanais enlevés en mai 2012 en Syrie ont à nouveau manifesté vendredi devant les locaux de la Turkish Airlines dans le centre-ville de Beyrouth pour demander la libération de leurs proches. Jeudi, ils avaient manifesté devant l'ambassade de France à Beyrouth, pour faire pression sur tout gouvernement qui soutient la rébellion syrienne.*

## **Al Moustaqbal**

Le président de la République, Michel Sleiman, a insisté sur la nécessité de «former un gouvernement chargé d'organiser les élections car nous sommes en période électorale, aussi, la limite d'âge du prochain cabinet doit-elle être courte». Selon lui, «il n'est pas nécessaire que le gouvernement regroupe des candidats aux élections législatives du moment que sa mission consiste à superviser le scrutin». Il a aussi exprimé son soutien au principe de la rotation des portefeuilles ministériels et des directeurs généraux, se référant à l'accord de Taëf. Le président Sleiman a sévèrement critiqué les différentes formations politiques qui ne sont pas encore parvenues à s'entendre sur une nouvelle loi électorale, assurant qu'il empêchera toute prorogation du mandat du Parlement actuel qui expire le 20 juin. «Tous les pays qui nous entourent souffrent de graves problèmes et d'effusions de sang pour que les citoyens puissent obtenir le droit de vote, a déclaré M. Sleiman. Est-il normal que nous fassions tout le contraire? Les élections redonnent vie à la vie politique et les citoyens auront alors la certitude que leurs opinions sont respectées», a-t-il ajouté.

«C'est pour cette raison que je n'accepterai pas la prorogation du mandat du Parlement et que je souligne la nécessité d'organiser les élections pour assurer une alternance au pouvoir», a indiqué le chef de l'État. M. Sleiman a souligné que la loi de 1960 était toujours valide si les partis libanais ne parvenaient pas à s'entendre sur une nouvelle loi électorale. «S'ils veulent vraiment que les élections aient lieu, alors ils se mettront d'accord sur une nouvelle loi», a-t-il dit.

## **Al Akhbar**

### **Firas el-Choufi, journaliste libanais indépendant**

Des sources proches du Premier désigné indiquent qu'en appuyant la désignation de Tammam Salam pour la formation du nouveau gouvernement, l'Arabie saoudite souhaite mettre un terme au monopole de la famille Hariri sur le leadership sunnite. Selon ces sources, les Saoudiens ont constaté que ce rôle exclusif conféré aux Hariri était une erreur flagrante, qui affaiblit la communauté sunnite et le rôle saoudien sur la scène libanaise. Ceci dit, Riyad ne souhaite pas mettre Hariri au placard. Mais la monarchie tient à préserver les familles traditionnelles beyrouthines ainsi que le rôle de l'Arabie saoudite sur l'échiquier libanais en tant que force régionale. Après avoir relancé leurs relations avec la famille Salam, les Saoudiens envisageraient de renouer avec la famille Karamé. Des responsables du Courant du futur ne nient pas cette tendance saoudienne. Ils précisent toutefois que Saad Hariri passera toujours au premier rang. Dans ce contexte, des proches de Tammam Salam estiment que le 8 mars a une chance historique de briser le leadership de Hariri. Il faudra à cet effet, disent-ils, consentir des sacrifices afin d'imposer une nouvelle équation sunnite, fût-elle au dépens de leurs parts au sein du nouveau gouvernement.

## **An Nahar**

Le président de la Chambre, Nabih Berry, a qualifié de «positifs» les contacts entre le Premier ministre désigné, Tammam Salam, et le 8-Mars. «J'ai eu des échos favorables sur la rencontre entre M. Salam et le ministre Gebran Bassil», a-t-il dit. M. Berry a commencé à tenir des réunions bilatérales pour ouvrir une brèche dans le mur de la loi électorale. Il a déclaré à ce sujet: «Je ne resterai pas les bras croisés jusqu'au 15 mai, date de la séance plénière. Et je n'ai pas d'inconvénients à poursuivre les contacts même pendant la période des fêtes». Dans ce contexte, M. Berry a reçu jeudi un émissaire du patriarche maronite Mgr Béchara Raï ainsi que les députés Georges Adwan, Akram Chéhayb et Robert Ghanem, président de la sous-commission parlementaire chargée d'examiner les projets de loi électorale. «Si je perçois des signaux positifs, je demanderai au député Ghanem de convoquer la sous-commission, a précisé M. Berry». Commentant l'éventuelle prorogation du mandat du Parlement, M. Berry a déclaré: «Je n'y ai pas pensé du moment qu'il est encore possible de parvenir à une loi consensuelle».